

# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 10ème législature

Importations Question écrite n° 39939

#### Texte de la question

M. Pierre Carassus interpelle M. le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat sur la possibilite d'instaurer un label de conformite dit de droit social. Il suffit de se rappeler d'Iqbal Mashi qui etait un enfant pakistanais, vendu par ses parents a un fabricant de tapis a quatre ans. Il faisait partie des 6 millions d'enfants esclaves de moins de quatorze ans travaillant plus de douze heures par jour pour des industriels peu scrupuleux dont la majeure partie de la production est devolue a l'exportation vers les pays riches. En 1992, Iqbal Mashi et 3 000 enfants ont ete liberes de cet esclavage grace au Front de liberation de l'esclavage. Iqbal, symbole de liberte, symbole des droits de l'homme, fit le tour du monde pour temoigner, mais en avril 1995 il fut assassine au Pakistan. La France, patrie des droits de l'homme, se doit de mettre en place tous moyens permettant de lutter contre le travail des enfants dans le monde. En consequence, il propose au ministre de mettre en place pour toutes importations textiles un label de conformite aux recommandations du Bureau international du travail qui certifierait ainsi que les societes francaises importatrices ne s'approvisionnent pas aupres de fournisseurs employant des enfants. La mise en place d'un tel label de droit social pourrait etre popularisee par une campagne publicitaire a l'initiative de son ministere.

#### Texte de la réponse

La France defend avec vigueur toute action permettant de lutter contre le travail force, notamment celui des enfants. Ainsi, le nouveau regime industriel du systeme de preferences generalisees (SGP) entre en vigueur le 1er janvier 1995, permet des sanctions, par le retrait partiel ou total des avantages tarifaires qu'il procure, pour tout pays beneficiaire qui ne respecte pas effectivement le contenu des conventions de l'organisation internationale du travail et notamment la convention no 138 qui concerne l'age minimal autorise d'admission a l'emploi. Une procedure d'enquete est en cours a l'encontre du Myanmar (Birmanie), et une enquete similaire devrait bientot etre lancee vis-vis du Pakistan. La SPG prevoit aussi l'instauration, a partir du 1er janvier 1998, de « regimes speciaux d'encouragement », qui consisteront en avantages supplementaires pour tous les pays qui prouveront les progres realises en matiere sociale. La conference ministerielle de l'organisation mondiale du commerce, qui se deroulera en decembre a Singapour, sera l'occasion pour l'union europeenne de faire progresser la question des normes sociales, dans le commerce international. La France defend sur ce dossier une position allante, consistant a faire reconnaitre les liens entre echanges et normes sociales, sans remettre en cause les avantages comparatifs des pays en developpement du fait de leurs bas niveaux de salaires. La creation d'un « label de conformite » exige que ce label soit europeen. De nombreux Etats membres s'y refusent a ce stade ; qu'un controle effectif, sur place et des importateurs, soit garanti. Les autorites pakistanaises, conscientes de la mauvaise image de leur pays, ainsi que des risques commerciaux encourus, ont prevu d'introduire, d'ici un mois, une etiquette particuliere pour les tapis et les ballons de football qui garantira la nonutilisation de main-d'oeuvre enfantine pour la fabrication de ces produits destines a l'exportation. La France veillera avec une attention toute particuliere a ce que ce systeme soit effectif et que toutes les operations de controle de conformite soient effectuees.

Version web: https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/10/questions/QANR5L10QE39939

#### Données clés

Auteur : M. Carassus Pierre Circonscription : - RL

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 39939 Rubrique : Commerce exterieur

Ministère interrogé : petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat

Ministère attributaire : finances et commerce extérieur

### Date(s) clée(s)

**Question publiée le :** 17 juin 1996, page 3218 **Réponse publiée le :** 9 septembre 1996, page 4838